

No. 43943

**France
and
Nicaragua**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Nicaragua on the readmission of persons residing without authorization. Managua, 20 April 1999

Entry into force: *13 September 2000 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 13 June 2007*

**France
et
Nicaragua**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière au regard du séjour. Managua, 20 avril 1999

Entrée en vigueur : *13 septembre 2000 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 13 juin 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

A C C O R D

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NICARAGUA

RELATIF

A LA READMISSION DES PERSONNES

EN SITUATION IRREGULIERE

AU REGARD DU SEJOUR

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NICARAGUA

Ci-après dénommés les Parties contractantes

Désireux de développer la coopération entre les Parties contractantes, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes,

Convaincus qu'il est dans l'intérêt mutuel d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Sur une base de réciprocité,

Sont convenus de ce qui suit :

**I - READMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES
CONTRACTANTES**

Article 1er

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et après accord entre les autorités chargées du contrôle aux frontières, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne éloignée de son territoire, conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante, si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3. Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la République du Nicaragua pour la Partie contractante nicaraguayenne, des Etats parties à la Convention de Schengen pour la Partie contractante française. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation sur le séjour de cette Partie.

4. Les autorités chargées du contrôle aux frontières se notifient mutuellement les documents justifiant de la date de l'entrée régulière sur leur territoire.

Article 2

1. La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité :

- carte d'identité ;
- certificat de nationalité accompagné d'un document d'identité comportant une photographie ;
- passeport ou tout autre document de voyage ;
- carte d'immatriculation consulaire ;
- décret de naturalisation accompagné d'un document d'identité comportant une photographie.

2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

- document périmé mentionné à l'alinéa précédent ;
- document émanant des autorités officielles de la Partie contractante requise et faisant état de l'identité de l'intéressé ;
- acte de naissance ou livret de famille ;
- autorisations et titres de séjour périmés ;
- photocopie de l'un des documents précédemment énumérés ;
- déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante.

Article 3

1. Lorsque la nationalité est établie sur la base des éléments mentionnés à l'alinéa 1 de l'article 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise délivrent sur-le-champ, si nécessaire, le laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 2 ou en l'absence de ces derniers, les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent, dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission, à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs. Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie contractante requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

II - TRANSIT POUR ELOIGNEMENT

Article 4

1. Aux fins du présent Accord, le transit pour éloignement s'entend comme l'autorisation délivrée par la Partie requise à la Partie requérante permettant le transit par son territoire d'un étranger qui fait l'objet d'une mesure d'éloignement vers un pays tiers.

2. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie contractante requérante.

Le transit s'effectue par la voie aérienne.

3. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

4. Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'à la zone internationale des aéroports de la Partie contractante requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Dans le cas contraire, la poursuite de l'escorte est assurée par la Partie requise, à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

5. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination.

Article 5

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités concernées.

Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heures d'arrivée dans le pays de transit, aux pays et lieu de destination, aux documents de voyage, à la nature de la mesure d'éloignement ainsi que, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 6

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

III - COUVERTURE DES FRAIS

Article 7

La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise qu'elle prendra en charge les frais relatifs au transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise et à l'éventuel retour des personnes pouvant être remises conformément aux articles 1 à 3 du présent Accord, ainsi que les frais relatifs au transit et à l'éventuel retour des personnes prévus aux articles 4 à 6 du présent Accord.

Au cas où elle ne serait pas en mesure de prendre en charge les frais visés au paragraphe ci-dessus, la Partie contractante requérante sollicitera la mise en place des crédits nécessaires.

IV - PROTECTION DES DONNEES

Article 8

Les données personnelles nécessaires à l'exécution du présent Accord et communiquées par les Parties contractantes doivent être traitées et protégées conformément aux législations relatives à la protection des données en vigueur dans chaque Etat.

Dans ce cadre,

1) La Partie contractante requise n'utilise les données communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord.

2) Chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données communiquées.

3) Les données communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution du présent Accord. Les données ne peuvent être transmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées.

V - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

Article 9

Les autorités ministérielles responsables du contrôle aux frontières déterminent :

1) Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit,

2) Les documents et données nécessaires à la réadmission et au transit,

3) Les postes frontières qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers,

4) Les modalités et les règles de prise en charge des frais relatifs à l'exécution du présent Accord.

Article 10

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes coopéreront et se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

Article 11

1. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

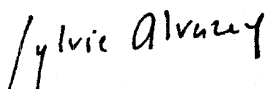
Article 12


1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent Accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

EN FOI DE QUOI, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

FAIT à Managua, le 20 Avril 1999 , dans les langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.


Pour le Gouvernement
de la République Française


Pour le Gouvernement
de la République du Nicaragua

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO

ENTRE

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA

Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

RELATIVO

A LA READMISION DE PERSONAS

EN SITUACION IRREGULAR

EN LO CONCERNIENTE A LA ESTADIA

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Nicaragua, en adelante las "Partes Contratantes";

Deseosos de desarrollar la cooperación entre las Partes Contratantes, a fin de garantizar una mejor aplicación de las disposiciones sobre la circulación de las personas

Convencidos que garantizar una mejor aplicación de las disposiciones sobre circulación de personas es un interés mutuo;

En cumplimiento de los tratados y convenciones internacionales y con la preocupación de luchar contra la inmigración ilegal,

Con base al principio de reciprocidad,

Han convenido en lo siguiente:

I - READMISION DE LOS NACIONALES DE LAS PARTES CONTRATANTES

ARTICULO 1

1. Cada Parte Contratante readmite en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante, y luego del acuerdo entre las autoridades encargadas del control fronterizo, a cualquier persona que no esté cumpliendo o haya dejado de cumplir con los requisitos de ingreso o estadía aplicable en el territorio de la Parte Contratante Solicitante, siempre y cuando esté establecido o se tenga presunción razonable, que se posee la nacionalidad de la Parte Contratante Solicitada.

2. La Parte Contratante Solicitante readmite en las mismas condiciones a la persona trasladada de su territorio, de conformidad con el inciso 1, a solicitud de la otra Parte Contratante, cuando controles posteriores demuestren que la persona no poseía la nacionalidad de la Parte Contratante Solicitada en el momento de su salida del territorio de la Parte Contratante Solicitante.

3. Para efectos del presente artículo, las personas contempladas en el inciso 1 deben poder justificar en cualquier momento la fecha de ingreso al territorio de la República de Nicaragua en el caso de la Parte Contratante nicaragüense, de los Estados Partes en la Convención de Schengen en el caso de la Parte Contratante de la República Francesa. En caso contrario, se considera que estas personas se encuentran en situación irregular según la legislación de esta Parte Contratante en lo relativo a Estadía.

4. Las autoridades encargadas del control en las fronteras se notificarán de manera recíproca los documentos que dan fe de fecha de ingreso legal a su territorio.

ARTICULO 2

1. La nacionalidad de la persona se considera como establecida en base a los documentos vigentes siguientes:

- Cédula de Identificación Ciudadana;
- Certificado de Nacionalidad acompañado de una identificación con fotografía;
- Pasaporte o cualquier otro documento de viaje;

- Carné de Registro Consular;
- Decreto de Naturalización acompañado de una identificación con fotografía.

2. La nacionalidad se considera como presunta en base a uno de los elementos siguientes:

- documento vencido, mencionado en el inciso anterior;
- documento extendido por autoridades oficiales de la Parte Contratante solicitada, haciendo constar la identidad del interesado;
- partida de Nacimiento o libreta familiar;
- autorizaciones y documentos de estadía vencidos;
- fotocopia de uno de los documentos anteriormente mencionados;
- las declaraciones del interesado debidamente registradas por las autoridades administrativas o judiciales de la Parte Contratante Solicitante.

ARTICULO 3

1. Cuando hay certeza de nacionalidad, con base a los documentos mencionados en el inciso 1 del artículo 2, las autoridades consulares de la Parte Contratante Solicitada extienden en el acto, si es necesario, un salvoconducto que autoriza el traslado de la persona interesada.

2. Cuando hay presunción de nacionalidad, con base a los documentos mencionados en el inciso 2 del artículo 2, o en el caso de ausencia de éstos, las autoridades consulares de la Parte Contratante Solicitada proceden, en un plazo de tres (3) días a partir de la solicitud de readmisión, a efectuar la audiencia del interesado. Esta audiencia es organizada, a la mayor brevedad, por la Parte Contratante Solicitante de acuerdo con la autoridad consular involucrada.

Si al final de la audiencia, se establece que la persona interesada es de la nacionalidad de la Parte Contratante Solicitada, la autoridad consular extiende el salvoconducto de inmediato.

II - TRANSITO POR TRASLADO

ARTICULO 4

1. Para efectos del presente Acuerdo, se entiende por Tránsito por Traslado, la autorización otorgada por la Parte requerida a la Parte requirente, para el tránsito por su territorio, de un extranjero que es objeto de una medida de traslado hacia un tercer país.

2. Cada una de las Partes Contratantes, a solicitud de la otra, autoriza el tránsito en su territorio de los nacionales de terceros Estados, sujetos a una medida de traslado tomada por la Parte Contratante Solicitante.

El tránsito se realiza por vía aérea.

3. La Parte Contratante Solicitante asume toda la responsabilidad en cuanto a la continuación del viaje del extranjero hacia su país de destino y vuelve a hacerse cargo de este extranjero si, por cualquier motivo, la medida de alejamiento no pudiera ser ejecutada.

4. Si el tránsito debe ejecutarse con escolta policial, ésta es garantizada por la Parte Contratante Solicitante, por vía aérea hasta la Zona Internacional de los aeropuertos de la Parte Contratante Solicitada, con la condición que no abandone la zona internacional de estos aeropuertos. En caso contrario, la continuación de la escolta es garantizada por la Parte Solicitada, encargándose la Parte Contratante Solicitante del reembolso de los gastos correspondientes.

5. La Parte Contratante Solicitante garantiza a la Parte Contratante Solicitada que el extranjero a quien se la ha autorizado el tránsito posee un billete de pasaje y un documento de viaje para el país de destino.

ARTICULO 5

La solicitud de tránsito por traslado se transmite directamente entre las autoridades involucradas.

Esta solicitud hará mención de la información relativa a la identidad y nacionalidad del extranjero, a la fecha de viaje, a la hora de llegada al país de tránsito, al país y lugar de destino, a los documentos de viaje, a la naturaleza de la medida de traslado, así como, si procediese, la información relativa a los funcionarios que escoltan al extranjero.

ARTICULO 6

Se puede denegar el tránsito por traslado:

- Cuando el extranjero corra el riesgo de ser perseguido en el Estado de destino, por motivos de raza, religión, nacionalidad, pertenencia a determinado grupo social u opiniones políticas;

- Cuando el extranjero corra el riesgo de ser acusado o condenado ante un tribunal penal en el Estado de destino por hechos anteriores al tránsito.

III - ASUNCION DE GASTOS

ARTICULO 7

La Parte Contratante Requirente garantizará a la Parte Contratante Requerida que asumirá a su cargo los gastos relativos al transporte hasta la frontera de la Parte Contratante Requerida y el eventual retorno de personas que pudieran ser entregadas conforme a los artículos 1 al 3 del presente Acuerdo, así como, los gastos relativos al tránsito y al eventual retorno de personas previstas en los artículos 4 al 6 del presente acuerdo.

En caso de que la Parte Contratante Requirente no esté en condiciones de asumir los gastos pertinentes mencionados en el párrafo anterior, solicitará la puesta en marcha de fondos o créditos necesarios.

IV - PROTECCION DE LOS DATOS

ARTICULO 8

Los datos personales necesarios para la ejecución del presente Acuerdo y suministrados por las Partes Contratantes deben ser procesados y protegidos de conformidad con las legislaciones relativas a la protección de los datos vigentes en cada Estado.

Enmarcándose en lo anterior,

1. La Parte Contratante solicitada utiliza los datos suministrados sólo para los fines previstos en el presente Acuerdo,

2. Cada Parte Contratante informa a la otra Parte Contratante, a solicitud de ésta, acerca de la utilización de los datos suministrados,

3. Los datos suministrados sólo pueden ser procesados por las autoridades competentes para la ejecución del presente Acuerdo. Sólo se pueden transmitir los datos a otras personas con la autorización previa y escrita de la Parte Contratante que los hubiese suministrado.

V - DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

ARTICULO 9

Las autoridades ministeriales responsables del control en las fronteras determinan:

1. Las autoridades centrales o locales competentes para procesar las solicitudes de readmisión y de tránsito,

2. Los documentos y datos necesarios para la readmisión o tránsito,

3. Los puestos fronterizos que se podrán utilizar para la readmisión e ingreso en tránsito de los extranjeros,

4. Las modalidades y reglas para la asunción de los gastos relativos a la ejecución del presente Acuerdo.

ARTICULO 10

Las autoridades competentes de ambas Partes Contratantes cooperarán y se consultarán en caso de necesidad para estudiar la puesta en ejecución del presente Acuerdo.

La solicitud de consulta se presentará por vía diplomática.

ARTICULO 11

1. Las disposiciones del presente Acuerdo no afectan las obligaciones de admisión o readmisión de los nacionales de otros países que, para las Partes Contratantes, resultasen de otros acuerdos internacionales.

2. Las disposiciones del presente acuerdo no obstaculizan la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra del 28 de julio de 1951 relativa al status de los refugiados, tal como fuese enmendada por el Protocolo de Nueva York del 31 de enero de 1967.

3. Las disposiciones del presente Acuerdo no obstaculizan la aplicación de las disposiciones de los acuerdos suscritos por las Partes Contratantes en materia de protección de los Derechos Humanos.

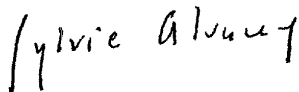
ARTICULO 12

1. Cada Parte Contratante notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos que le atañen para la entrada en vigencia del presente Acuerdo que se hará efectiva 30 días después de la recepción de la última notificación.

2. El presente Acuerdo tendrá una validez de tres años, pudiendo renovarse, por tácita reconducción, por periodos de igual duración. Podrá ser denunciado con un previo aviso de tres meses por vía diplomática.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los representantes de las Partes Contratantes, debidamente autorizados para este fin, ponen su firma al pie del presente Acuerdo.

DADO en Managua a los veinte días del mes de abril de mil novecientos noventa y nueve, en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.



Por el Gobierno de la
República Francesa



Por el Gobierno de la
República de Nicaragua

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA ON THE READMISSION OF PERSONS RESIDING WITHOUT AUTHORIZATION

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Nicaragua, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Desirous of developing cooperation between the Contracting Parties so as to improve the implementation of the provisions concerning the movement of persons,

Convinced that it is in their mutual interest to improve the implementation of the provisions concerning the movement of persons,

In conformity with international treaties and conventions and in an effort to combat illegal immigration,

On the basis of reciprocity,

Have agreed as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and upon agreement between the authorities responsible for border control, persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions for entry or residence applicable in the territory of the requesting Contracting Party, provided it is proved or legitimately presumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, at the request of the other Contracting Party, readmit under the same conditions persons removed from its territory, in accordance with paragraph 1, if subsequent verification proves that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons referred to in paragraph 1 must at all times be able to prove, in the case of the Nicaraguan Contracting Party, the date on which they entered the territory of the Republic of Nicaragua, and in the case of the French Contracting Party, the date on which they entered the territory of the States Parties to the Schengen Agreement. Should they be unable to do so, they shall be considered unauthorized residents under the residence legislation of the Party concerned.

4. The authorities responsible for border control shall notify each other of the documents establishing the date of the regular entry of such persons into their territory.

Article 2

1. The nationality of a person shall be deemed to be proved on the basis of the following valid documents:

- An identity card;
- A certificate of nationality accompanied by an identity document bearing a photograph;
- A passport or any other travel document;
- A consular registration card;
- A certificate of naturalization accompanied by an identity document bearing a photograph.

2. A presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:

- A document referred to in the preceding paragraph which has expired;
- A document issued by the official authorities of the requested Contracting Party attesting to the identity of the person concerned;
- A birth certificate or family record book;
- An expired residence permit or authorization;
- A photocopy of any of the above documents;
- Statements by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party.

Article 3

1. Where nationality has been proved on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 1, the consular authorities of the requested Contracting Party shall forthwith issue, if necessary, a *laissez-passer* for the removal of the person concerned.

2. Where a presumption of nationality has been established on the basis or in the absence of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall, within three days of the readmission request, grant the person concerned a hearing. The requesting Party shall organize the hearing as soon as possible in agreement with the relevant consular authority. Where it is established, at the conclusion of the hearing, that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the consular authority shall immediately issue the *laissez-passer*,

II. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF REMOVAL

Article 4

1. For the purposes of this Agreement, "transit for the purpose of removal" shall mean the authorization issued to the requesting Party by the requested Party for the tran-

sit through the latter's territory of an alien who is the subject of a measure of removal to a third country.

2. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize the transit through its territory of third-State nationals who are the subject of a removal measure issued by the requesting Contracting Party.

Transit shall be by air.

3. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his country of destination and shall take the alien in charge again if for any reason the removal measure cannot be carried out.

4. Where the transit is to take place under police escort, such escort shall be provided by the requesting Contracting Party by air as far as the international area of the airports of the requested Contracting Party, on condition that it does not leave the international area of those airports. Otherwise, the escort for the rest of the journey shall be provided by the requested Party, the requesting Contracting Party being obliged to reimburse the costs involved.

5. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket and a travel document for the country of destination.

Article 5

Requests for transit for the purpose of removal shall be transmitted directly between the authorities concerned.

Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the times of arrival in the transit country, the country and place of destination, the travel documents, the type of removal measure and, where appropriate, information on the officials escorting the alien.

Article 6

Transit for the purpose of removal may be refused:

- If the alien runs the risk of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, social status or political opinions;
- If the alien runs the risk of being accused or convicted in a criminal court in the State of destination for acts that occurred prior to the transit.

III. PAYMENT OF COSTS

Article 7

The requesting Contracting Party guarantees to the requested Contracting Party that it will bear the costs related to transport as far as the border of the requested Contracting Party and to the return of any persons sent back in pursuance of articles 1 to 3 of this

Agreement, as well as the costs related to the transit and return, if any, of persons in pursuance of articles 4 to 6 of this Agreement.

Should the requesting Contracting Party be unable to bear the costs referred to in the foregoing paragraph, it shall request the establishment of the necessary credits.

IV. DATA PROTECTION

Article 8

The personal data required for the implementation of this Agreement and supplied by the Contracting Parties shall be processed and protected in accordance with the data protection laws in force in each State.

Accordingly,

- (1) The requested Contracting Party shall use the information supplied only for the purposes specified in this Agreement;
- (2) Each Contracting Party shall inform the other, upon request, about the use made of the information supplied;
- (3) The data supplied may be handled only by the authorities competent to implement this Agreement. Such data may be transmitted to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them.

V. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 9

The ministerial authorities responsible for border control shall determine:

- (1) The central or local authorities competent to process readmission and transit requests;
- (2) The documents and data required for readmission and transit;
- (3) The border posts that may be used for the readmission and entry in transit of aliens;
- (4) The procedures and regulations for the defrayal of costs related to the implementation of this Agreement.

Article 10

The competent authorities of the two Contracting Parties shall cooperate and consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be transmitted through the diplomatic channel.

Article 11

1. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the obligations of the Contracting Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals under other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of agreements on the protection of human rights signed by the Contracting Parties.

Article 12

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect thirty days after receipt of the last such notification.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewable for successive three-year periods. It may be terminated upon three months' advance notice through the diplomatic channel.

In witness whereof, the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized thereto, have affixed their signatures to this Agreement.

Done at Managua on 20 April 1999 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

SYLVIE ALVAREZ

For the Government of the Republic of Nicaragua:

EDUARDO MONTEALEGRE RIVAS

